

De : Thomas Dabeux <tda@inclusion-asbl.be>

Envoyé : jeudi 4 février 2021 11:11

À : Thomas Dabeux <tda@inclusion-asbl.be>

Objet : Inclusion scolaire: la FWB condamnée par le Comité européen des droits sociaux

(Pour info et diffusion)

Bien chère-s toutes et tous,

Ce mercredi 3 février 2021, la **Belgique a été condamnée par le Comité européen des Droits sociaux** pour le manque d'efforts consentis pour l'inclusion des élèves ayant un handicap intellectuel modéré à sévère dans l'enseignement ordinaire. Cela concerne bien évidemment en premier lieu la **Fédération Wallonie-Bruxelles** mais également la **Région Wallonne**, la **Région Bruxelles-Capitale** et la **COCOF** qui disposent de leviers importants pour développer et renforcer les dispositifs de soutiens, via, notamment, les services d'accompagnement ayant des missions en milieu scolaire.

Inclusion ASBL, au nom des familles qu'elle représente, se réjouit bien évidemment des conclusions du CEDS.

Notre association s'est lancée dans cette procédure en 2017 avec un groupe de parents confrontés à de trop nombreux obstacles pour permettre à leur enfant porteur d'une déficience intellectuelle d'accéder à un enseignement ordinaire. Cela a été possible grâce au soutien d'**Inclusion Europe**, de la **FIDH**, d'**Unia** et du **DGDE**. Deux brillants juristes et professeur.e.s, Olivier de Schutter et Isabelle Hachez, ont également mis leur expertise et leurs conseils avisés au service de cette cause. Ce « front peu commun », pour reprendre les mots d'Alexis Deswaef (FIDH), au service d'une cause commune !

Nous espérons que cette condamnation sera rapidement suivie d'effets concrets afin de permettre une meilleure prise en considération des élèves porteurs d'un handicap intellectuel dans l'enseignement ordinaire.

Lors de la conférence tenue ce mercredi 3 février 2021 par nos différentes organisations, la Ministre de l'Éducation s'est engagée à réunir rapidement une table ronde avec les acteurs concernés ainsi que de s'associer aux autres pouvoirs régionaux (AVIQ et PHARE, notamment) afin de réfléchir avec eux aux soutiens/moyens à mobiliser pour construire une école pleinement inclusive. Nous sommes donc impatients de nous mettre au travail rapidement !

Je vous invite bien entendu à vous saisir aussi de cette décision, dans vos services et organisations, pour faire avancer ce combat.

- **Retrouvez toutes les infos sur** <https://bit.ly/3awkD13> (dossier de presse, analyse juridique, revue de presse, etc.)
- **Inscrivez-vous à notre newsletter** [ici](#)
- **Documents et liens utiles :**
 - Revoir la conférence de presse <https://bit.ly/2O6vF5J>
 - Introduction (David LALLEMAND)
 - Mise en contexte de la réclamation par **Inclusion ASBL** (Thomas Dabeux)
 - Témoignage - **Muriel BAUMAL**, maman d'un jeune garçon porteur de trisomie 21
 - Analyse juridique des conclusions adoptées par le Comité par **Isabelle HACHEZ**, professeure de droit constitutionnel (USL) et **Alexis DESWAEF** (FIDH/LIDH)

- Intervention du **Délégué général aux droits de l'enfant** (Karin Vanderstraeten) et d'**UNIA** (Carole Van Basselaere)
- Intervention de la Madame la Ministre **Caroline Désir**
- Lire la décision du CEDS dans son intégralité : <https://bit.ly/3rkQpVI>

Bien cordialement,

Thomas DABEUX
Secrétaire politique